

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1675

30 juin 2014

SOMMAIRE

Aachen-Invest Performance	80356	IVV Sparkasse Leipzig:	80363
Aachen-Invest Plus	80361	KölnBonn Fonds-Portfolio:	80364
Aachen-Invest Select	80361	KölnBonn Individual-Portfolio:	80363
ALVA Luxembourg S.A.	80355	KSK Düsseldorf Invest:	80358
Apollo BidCo S.à r.l.	80394	KSK IVV	80356
ArcelorMittal Commercial Bars & Rods	80387	Lecta S.A.	80357
ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A. ..	80387	Lexfield	80399
Ardec S.A.	80355	Leyne, Strauss-Kahn & Partners	80356
Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI	80358	Luxpar Invest SCA	80354
BSI Flex	80362	Lux-Pension	80358
C.C.B. S.A.	80355	Magerotte Avocats	80399
Commodity Capital	80354	Mancana S.A.	80363
CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l.	80362	Manica S.A.	80364
Danske Invest Allocation	80359	OSD Private Banking	80399
Deka-Globale Aktien LowRisk	80360	Osnabrück Portfolio:	80365
Deka-OptiMix Europa	80361	Parium	80362
DWS Global Value	80357	Pictet Funds (Europe) S.A.	80400
ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l.	80366	Premium:	80360
ES-InvestSelect: Aktien	80364	Premium Fonds Erlangen	80360
ES-InvestSelect: Aternative Portfolio ...	80364	PrimeResults Sàrl	80362
GLL Selection Fund II	80359	Procter & Gamble Financial Management S.à r.l.	80396
Helvetia Capital Holding S.A.	80392	Sappiness S.A.	80354
Hottinger Financial S.A.	80392	Smaragd	80361
HP LUX FUND SICAV	80365	Sparkasse Krefeld:	80361
IDB-Strategie Wuppertal	80399	Sparkasse Münsterland Ost:	80364
IFM Barbarossa:	80357	Sparkasse Offenburg/Ortenau PB Selektion	80363
IFM-Invest:	80365	UnilInstitutional Euro Subordinated Bonds	80354
i-Invest Kreissparkasse Syke	80400	UnilInstitutional Euro Subordinated Bonds	80355
IndividualInvest:	80360	Vermögensportfolio Ulm	80360
IVV Sparkasse Heilbronn:	80363		

Luxpar Invest SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 28, Gédigerweeg.
R.C.S. Luxembourg B 170.242.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 18 juillet 2014 à 09 heures 30 dans les bureaux de la société à L-9991 Weiswampach, Am Hock, 2.

L'assemblée se tiendra devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, Notaire de résidence à Wiltz, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social à Weiswampach
2. Adaptation en conséquence de l'article 2 des statuts.
Luxpar Management SA
Le Gérant

Référence de publication: 2014089732/17.

Sappiness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 137.041.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le vendredi 11 juillet 2014 à 10.00 heures au siège de la société à L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du Rapport de Gestion du conseil d'administration sur l'exercice 2013;
2. Présentation du Rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice 2013;
3. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 2013;
4. Affectation du résultat de l'exercice 2013;
5. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014085106/18.

UnInstitutional Euro Subordinated Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das koordinierte Verwaltungsreglement, welches am 30. April 2014 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. April 2014.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014060962/10.

(140070336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

Commodity Capital, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque LBLux S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014067958/9.

(140079392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2014.

Ardec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1948 Luxembourg, 30, rue Louis XIV.
R.C.S. Luxembourg B 9.599.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 11 juillet 2014 à 10.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapports du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant aux exercices sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014082741/16.

ALVA Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue 1900.
R.C.S. Luxembourg B 131.956.

Les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9 juillet 2014 à 11.30 heures à L-2157 Luxembourg, 8, rue Mil Neuf Cents, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Renouvellement des mandats d'administrateurs;
2. Révocation et nomination d'un commissaire aux comptes

Les formalités à accomplir pour l'accès à l'assemblée générale sont visées à l'article 26 des statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014084260/14.

UnInstitutional Euro Subordinated Bonds, Fonds Commun de Placement.

Das koordinierte Sonderreglement, welches am 30. April 2014 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. April 2014.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014060963/10.

(140070337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2014.

C.C.B. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 119.733.

AUSZUG

Der Jahresabschluss für das Geschäftsjahr zum 31. Dezember 2013 wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Juni 2014.

Für die Gesellschaft

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014087536/14.

(140104029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Leyne, Strauss-Kahn & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.132.

Les actionnaires de Leyne, Strauss-Kahn & Partners (la Société) sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires de la Société le 9 juillet 2014 à 14.00 heures au siège social de la Société afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification de la résiliation du mandat de commissaire aux comptes de la société Fiduo, auprès de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2009;
2. Ratification de la démission d'Ernst & Young de son mandat de réviseur d'entreprise agréé de la Société en date du 12 décembre 2013;
3. Nomination de la société BDO Audit, pour l'audit des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013;
4. Autorisation conférée au conseil d'administration de la Société, pour une durée maximale de 5 ans, de mettre en place un programme de rachat d'actions de la Société jusqu'à détenir au maximum 10% du capital social de la Société. Le montant global affecté au programme de rachat ne pourra dépasser le montant de EUR 8.000.000,- à un prix par action inférieur à EUR 15;
5. Nomination de Monsieur Mohamad Zeidan au poste d'administrateur de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire;
6. Pouvoirs; et
7. Divers.

Les décisions concernant l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum et seront prises à la majorité simple des voix exprimées. Chaque action donne droit à un vote.

Des formulaires de procuration et de vote (les Formulaires) sont disponibles sur simple demande à snigro@lsk-partners.lu. Les actionnaires de la Société sont priés de retourner les Formulaires signés au siège social de la société au plus tard le 8 juillet 2014.

Les porteurs d'actions détenues en système de compensation peuvent justifier de leurs droits sur ces titres par une attestation fournie par le teneur de compte-titres.

Le Conseil d'Administration de la Société.

Référence de publication: 2014085097/32.

Aachen-Invest Performance, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2014088479/11.

(140105069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

KSK IVV, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de KSK IVV modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088480/11.

(140105074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Lecta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 72.198.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

of the Company will be held on 8 July 2014 at the registered office of the Company at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg at 9.00 a.m. CET in order to deliberate on the following matters:

Agenda:

- a. Acknowledgement of the decision of the board of directors in its sole discretion to (i) solicit the consents from (a) the holders of the notes issued by the Company under the secured floating rate notes indenture entered into on 11 May 2012, by and between, among others, the Company as issuer, Deutsche Bank AG, London Branch as security trustee, principal paying agent, calculation agent and transfer agent, Deutsche Trustee Company Limited as trustee and Deutsche Bank Luxembourg S.A. as Luxembourg paying agent, registrar and transfer agent relating to the issue by the Company on 11 May 2012 of EUR 390,000,000.- secured floating rate notes due 2018 (the "Secured Floating Rate Notes Indenture") and the secured fixed rate notes indenture entered into on 11 May 2012, by and between, among others, the Company as issuer, Deutsche Bank AG, London Branch as security trustee, principal paying agent, calculation agent and transfer agent, Deutsche Trustee Company Limited as trustee and Deutsche Bank Luxembourg S.A. as Luxembourg paying agent, registrar and transfer agent relating to the issue by the Company on 11 May 2012 of EUR 200,000,000.- 8 ^{7/8} % secured fixed rate notes due 2019 (the "Secured Fixed Rate Notes Indenture" together with the Secured Floating Rate Notes Indenture referred to as the "Indentures") and (b) the lenders under the multicurrency revolving credit facility agreement entered into on 10 May 2012 between, among others, the Company as borrower and guarantor, Deutsche Bank AG, London Branch, Morgan Stanley Bank International Limited, UniCredit Bank AG Milan Branch and Credit Suisse International, as arrangers, and Deutsche Bank AG, London Branch, as facility agent, original issuing bank and security trustee (the "RCF"), with the purpose to obtain a consent allowing the portability of the financing of the Company at a lower credit rating in case of change of control and (ii) decide on the fees and related costs in relation therewith, and, approval to the extent necessary of this transaction; and
- b. Miscellaneous.
For the board of directors of the Company
Andrea Minguzzi
Director

Référence de publication: 2014085859/34.

DWS Global Value, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement - Allgemeiner und Besonderer Teil - DWS Global Value wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg einregistriert und hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS Investment S.A.

Nicolai Koritz / Sven Sendmeyer

Référence de publication: 2014079721/10.

(140093304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2014.

IFM Barbarossa, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 01.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2014080366/10.

(140094698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juin 2014.

Lux-Pension, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 88.078.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Sainte Zithe, le jeudi 10 juillet 2014 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 mars 2014.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 mars 2014; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

BANQUE RAIFFEISEN S.C.

FORTUNA BANQUE S.C.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014086637/755/30.

Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 30. Juni 2014.

Für den Berenberg Renminbi Bond Opportunities UI

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Christiane Pankewitsch / Katrin Nickels

Référence de publication: 2014085053/13.

(140099777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2014.

KSK Düsseldorf Invest:, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de KSK Düsseldorf Invest: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088481/11.

(140105077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

GLL Selection Fund II, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion modifié au 19 juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GLL Management Company S.à r.l.

Référence de publication: 2014087734/8.

(140103970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Danske Invest Allocation, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 82.717.

As the first Extraordinary General Meeting held on 5 June 2014 could not validly deliberate for lack of quorum, the shareholders of the Company are hereby reconvened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") of the Company which will take place on the premises of Clifford Chance, the Company's legal counsel, at 10 boulevard G.D. Charlotte, L-1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 16 July 2014 at 2:00 p.m. CET, with the following agenda:

Agenda:

1. Transformation of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS) subject to Part I of the Luxembourg amended law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as well as general update, and consequently full restatement, of the articles of incorporation of the Company by the amendment (and/or renumbering where appropriate) of Articles 2, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31, 32 and 33.
In particular, amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:
"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification and affording its shareholders the results of the management of its assets.
The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time".
2. Confirmation of the appointment of Deloitte Audit S.à r.l. as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for the period ending on the annual general meeting of shareholders to be held in 2015.
3. Discarding of the existing French version of the articles of incorporation of the Company.

The text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

The Meeting will validly deliberate on the item of the agenda without any quorum requirement. The resolution will be passed by a majority of two thirds of the valid votes cast. The majority at the Meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight CET on the fifth day prior to the meeting.

At the Meeting, each share entitles the shareholder to one vote.

Voting Arrangements

In order to vote at the Meeting:

- the shareholders may be present in person or represented by a duly appointed proxy;
- the shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to sign and return a duly completed and signed power of attorney form to Mr Richard at Clifford Chance, the Company's legal counsel, either by fax at +352 48 13 85 or by e-mail at jean-florent.richard@cliffordchance.com and send the original by post to 10 boulevard G.D. Charlotte, B.P. 1147, L-1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to arrive by close of business on 15 July 2014.

Power of attorneys already completed for the meeting of 5 June 2014 remain valid in case of postponement, reconvening or adjournment of the Meeting.

Proxy forms can be obtained at the registered office of the Company.

The Board of Directors wishes to recommend that you vote in favor of the extraordinary resolutions at the Meeting.

By order of the Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2014081992/755/46.

IndividualInvest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IndividualInvest: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088482/11.

(140105079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Vermögensportfolio Ulm, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Vermögensportfolio Ulm modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088483/11.

(140105081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Premium, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Premium: modifié au 15 .07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088484/11.

(140105084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Premium Fonds Erlangen, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Premium Fonds Erlangen modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088485/11.

(140105089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Deka-Globale Aktien LowRisk, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 01.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures / Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088358/10.

(140105063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Aachen-Invest Select, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Aachen-Invest Select modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088486/11.

(140105091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Aachen-Invest Plus, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Aachen-Invest Plus modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088487/11.

(140105092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Sparkasse Krefeld, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Sparkasse Krefeld: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088488/11.

(140105094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Smaragd, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Smaragd modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088489/11.

(140105096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Deka-OptiMix Europa, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 01.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Deka International S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures / Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088359/10.

(140105067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Parium, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg registriert und hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.
Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2014070333/9.

(140082912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2014.

CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 111.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014088345/9.

(140104902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

BSI Flex, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.419.

The Board of Directors of the Company (the "Board") has resolved to liquidate the sub-fund respectively named BSI FLEX - Dynamic (EUR), BSI FLEX - Multi Asset (EUR), BSI FLEX - Daily Strategy Allocation (the "Sub-Funds"), with effect on 26 June 2014 (the "Effective Date").

This Board's resolution is based on the termination of the "Discretionary Mandate" investing in the Sub-Funds, implying a low level of assets and the implementation of the project for the rationalisation of mutual funds palette. Therefore, the existence of the Sub-funds was no longer necessary and its liquidation was in the best interest of the shareholders.

The cost of the liquidation is borne by the initiator BSI S.A.

The net proceeds from the liquidation of the Sub-Funds share classes will be distributed to the shareholders of said classes in proportion to their respective holdings on 2 July 2014.

Any liquidation proceeds which cannot be distributed to the shareholders on completing the liquidation (which could last up to nine months) will be immediately deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg.

Luxembourg, 30 June 2014.

The Board of Directors .

Référence de publication: 2014089747/755/18.

PrimeResults Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 184.165.

Extrait de l'Assemblée générale extraordinaire du 07.04.2014

A comparu

Krier Robert, indépendant, né à Dudelange le 16.10.1979, demeurant à 23, rue de l'Hippodrome, Luxembourg représentant l'intégralité du capital social de la société à responsabilité limitée PrimeResults S.à r.l. avec siège à 23, rue de l'Hippodrome inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B0184165., constituée suivant acte notarié du 20.01.2014, publié au Mémorial C No 821/31.3.2014.

Lequel comparant a pris la décision suivante:

Première décision - Transfert du siège social

Le siège social est transféré dans la commune de Luxembourg au 101 Rue de Bonnevoie L-1261 Luxembourg ceci avec effet au 20.04.2014.

Signature.

Référence de publication: 2014059456/18.

(140068702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

KölnBonn Individual-Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de KölnBonn Individual-Portfolio: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088494/11.

(140105107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

IVV Sparkasse Heilbronn, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IVV Sparkasse Heilbronn: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088490/11.

(140105098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

IVV Sparkasse Leipzig, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IVV Sparkasse Leipzig: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088495/11.

(140105109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Sparkasse Offenburg/Ortenau PB Selektion, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Sparkasse Offenburg/Ortenau PB Selektion modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088496/11.

(140105110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Mancana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 107.269.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014059381/10.

(140068250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

Manica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 60.089.

Le Bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014059382/10.

(140068988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

ES-InvestSelect: Aktien, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de ES-InvestSelect: Aktien modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088497/11.

(140105111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

ES-InvestSelect: Aternative Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de ES-InvestSelect: Aternative Portfolio modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088498/11.

(140105113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

KölnBonn Fonds-Portfolio;, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de KölnBonn Fonds-Portfolio: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088499/11.

(140105116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Sparkasse Münsterland Ost;, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Sparkasse Münsterland Ost: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088500/11.

(140105119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Osnabrück Portfolio, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Osnabrück Portfolio: modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088501/11.

(140105120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

IFM-Invest, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IFM-Invest: modifié au 01.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088502/11.

(140105122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

HP LUX FUND SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.889.

DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the fourth of June.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The company "HP Fondsmæglersekskab A/S", having its registered office in Kronprinsessegade 18, 1. Sal, DK-1306 Copenhagen K,

here represented by Corinne PHILIPPE, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal, such proxy after having been signed "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its mandatory, has declared and requested the notary to state the following:

1. That the public limited liability company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") "HP LUX FUND SICAV", with registered office at 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161889, has been incorporated by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on June 28, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2167 of 15th September 2011. The statutes have been amended on August 30, 2012 and November 13, 2012 and such amendments were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, respectively on September 20, 2012 and December 17, 2012.

2. That the capital of the Company presently amounts to five hundred and thirtyfour thousand fifty-nine EUR and thirty-nine CENT (534,059.39 EUR), represented by five thousand three hundred and four and one thousand six hundred forty-six tenthousandths (5,304.1646) shares without par value.

3. That the appearing party has become the single owner of all the shares of the Company.

4. That the appearing party has decided the anticipated dissolution of the Company.

5. That the appearing party appoints itself as liquidator of the Company and in its capacity as liquidator of the Company, the appearing party declares that all the liabilities of the Company have been settled or provision made therefor and that the liabilities in relation to the closing of the liquidation have been provided for and that it irrevocably undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company.

6. That the appearing party declares that it has taken over all remaining assets of the Company.

7. That full and entire discharge is given to the directors and the auditor of the Company.

8. That the books and documents of the Company will be kept for a period of five years in Luxembourg at the former registered office of the Company in L-1616 Luxembourg, 5, Place de la Gare.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing mandatory, the present deed is worded in English.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the mandatory signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Philippe, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 juin 2014. Relation: EAC/2014/8058. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014082327/48.

(140096918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 184.673.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of May.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Rocket Internet GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 109262 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of twelve thousand five hundred (12,500) shares,

here represented by Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 20th May 2014; and

2. TEC Global Invest IX GmbH, incorporated under the laws of Germany, having its registered office and principal place of business at Wissollstrasse 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr registered with Handelsregister B des Amtsgerichts Duisburg under number HRB 26061 (hereinafter "TEC"), participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seq.,

becoming the holder of five thousand (5,000) series A shares,

here represented by Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Muelheim an der Ruhr, Germany, on 20th May 2014.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The party 1. (the "Existing Shareholder") is the sole shareholder of ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 184.673 and incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 7 February 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1074 dated 28 April 2014. The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 15 May 2014, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Existing Shareholder representing the entire share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby TEC participates and votes for the purpose of Agenda point 4 et seq. only:

Agenda

1. Decision to create one (1) additional class of shares, referred to as the series A shares (hereinafter the "Series A Shares"), and to hence have two (2) classes of shares in total, represented by common shares (hereinafter "Common Shares") and series A shares (hereinafter "Series A Shares") and to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares, without cancellation of shares.

2. Acceptance of TEC Global Invest IX GmbH, incorporated under the laws of Germany, having its registered office and principal place of business at Wissollstrasse 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr registered with the commercial register at the local court of Duisburg, Germany under number HRB 26061, as new shareholder of the Company.

3. Increase of the Company's share capital by an amount of five thousand euro (EUR 5,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) up to seventeen thousand five hundred Euros (EUR 17,500) by issuing five thousand (5,000) Series A Shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

4. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at seventeen thousand five hundred Euros (EUR 17,500.00) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter “Common Shares”) and

5.1.2 five thousand (5,000) series A shares (hereinafter “Series A Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.”

5. Subsequent amendment of article two (2) of the articles of association of the Company which shall read as follows:

“ Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.”

6. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at seventeen thousand five hundred Euros (EUR 17,500.00) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter "Common Shares") and

5.1.2 five thousand (5,000) series A shares (hereinafter "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s), as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in any case of a transfer, assignment or any other disposal of shares by any shareholder to a company affiliated to such shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG);

7.4.2 in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any shareholder to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this shareholder or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective shareholder (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective shareholder or one or more shareholders of such shareholder has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.3 in case of a transfer, assignment or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under a simplified employee participation program or (ii) by a shareholder to the Company and/or any shareholder pursuant to a call-option under a vesting scheme;

7.5 To the extent a transfer, assignment or any other disposal of shares requires no additional consent of the shareholders' meeting pursuant to article 7.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Liquidation and sale preferences.

8.1 In case (i) of any sale of at least 50% of all shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) of the liquidation of the Company or (iii) of any sale or transfer of shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than 50% of the share capital or more than 50 % of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to Article 8.2 below - will be distributed in accordance with Article 8.3 to the shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event.

8.2 On a first level ("First Level") the respective shareholder shall receive an amount equal to its total investment made in the Company in order to acquire the respective Series A Shares held by it, consisting of the nominal amount of the Series A Shares acquired and any share premium and/or other capital contribution (account 115) paid by it to the Company.

8.3 After the payments on the First Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a second level ("Second Level") to all selling Shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event. Any amounts received by any shareholder on the First Level shall reduce the amount to be allocated to such shareholder on this Second Level provided that no shareholder shall be obliged to repay any amount received on the First Level. Irrespective of whether or not the sale of shares is made in one Liquidity Event or after the Liquidity Event in one transaction or more transactions, no shareholder shall receive for the sale of all of its shares (and shall repay any exceeding amount to the other shareholders) an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds or proceeds pro rata to the shares sold on a common equivalent basis or (ii) the amount allocated to such shareholder on the First Level and/or Second Level from a subsequent sale. All rights related to the liquidity preference stipulated herein can only be exercised once.

8.4 The preferred allocation of Exit Proceeds on the First Level applies for the benefit of the respective shareholder so long as the respective shareholder has not yet received the full amount that is to be allocated to such shareholder according to the First Level.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 The Company may redeem its own shares. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

9.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

9.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way, through one jointly entitled person to be appointed for this purpose, without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article

9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

Art. 10. Compensation for Redemption.

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 11. Request of Assignment in lieu of Redemption.

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.

11.2 This Article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 10 of these articles of association, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 12. Collective decisions of the shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 13. General meetings of shareholders.

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 14. Quorum and vote.

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 15. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 16. Amendments of articles of association. Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who also constitute a Super Majority.

Art. 17. Shareholders' resolutions requiring specific majority.

17.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority:

17.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the liquidation of the Company;

17.1.2 amendment of these articles of association including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;

17.1.3 appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;

17.1.4 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

17.1.5 conclusion of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners;

17.1.6 approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year;

17.1.7 exclusion of subscription rights in case of capital increases; and

17.1.8 acquisition of the Company's own shares, with the exception of acquisitions in accordance with Article 9.2 and transfers in accordance with Article 11.1 of these articles of association.

17.2 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued shares of that class.

17.3 Any changes in the decision making process (including the competence of meetings of shareholders and any specific majority necessary for adoption of some of the decisions) of the Company to the unilateral disadvantage of any of the shareholders shall not be made without such shareholder's consent. For the avoidance of doubt any decrease of the number of votes or change of the voting rights of shareholders or managers necessary for adoption of any decision will bring the unilateral disadvantage of the shareholders.

D. Board of managers

Art. 18. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 19. Election, removal and term of office of managers.

19.1 The manager(s) shall be elected and removed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 20. Vacancy in the office of a manager.

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 21. Convening meetings of the board of managers.

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 22. Management.

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the consent of the shareholders for legal transactions and measures of the Company and its direct or indirect subsidiaries which are beyond the ordinary course of business of the Company, and - in any case - for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the shareholders:

22.8.1 formation, acquisition, closure or disposal of enterprises or partial-businesses;

22.8.2 amendment of statutes, articles of association, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders' rights in companies in which an interest is held;

22.8.3 acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

22.8.4 modification of the fields of business of the Company and the termination of existing and commencement of new fields of business (Geschäftsfelder);

22.8.5 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in aggregate;

22.8.6 granting of loans in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.7 conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.8 futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

22.8.9 granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

22.8.10 conclusion, amendment or termination of Company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the Company pension scheme;

22.8.11 institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than one hundred thousand Euros (EUR 100,000.00) in the individual case;

22.8.12 acquisition, disposition and/or licensing of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, excluding, however, such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.13 business dealings of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be direct or indirect shareholders of the Company, affiliated companies pursuant to sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) as well as relatives pursuant to section 15 German Tax Code (AO) of direct or indirect shareholders, as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this Article 22.8.13 does not apply if the business dealing belongs to the ordinary course of business of the Company and is at arm's length; and

22.8.14 amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

22.8.15 exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the shareholders under these articles of association if the Company was concerned, i.e. according to this Article 22.8 or Article 17;

22.8.16 resolutions regarding the introduction of an employee participation scheme.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the shareholders. The shareholders may give their consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 22 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

Art. 23. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

23.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any, or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

23.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 24. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

25.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

25.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

25.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

27.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

27.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable in accordance with the provisions of Article 8 and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law.

30.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

30.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) additional class of shares, referred to as the series A shares (hereinafter the "Series A Shares"), and to hence have two (2) classes of shares in total, represented by common shares (hereinafter "Common Shares") and series A shares (hereinafter "Series A Shares") and to convert its twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares, without cancellation of shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders accepts TEC, aforementioned, as new shareholder of the Company.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of five thousand euro (EUR 5,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to seventeen thousand five hundred euros (EUR 17,500) by issuing five thousand (5,000) Series A Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Subscription

The five thousand (5,000) Series A Shares have been duly subscribed by TEC, aforementioned, here represented as aforementioned, for the price of five thousand euros (EUR 5,000).

Payment

The five thousand (5,000) Series A Shares subscribed by TEC, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of five thousand euros (EUR 5,000).

The amount of five thousand euros (EUR 5,000.-) is as now available to the company as has been proved to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of five thousand euros (EUR 5,000) is entirely allocated to the share capital of the Company.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders unanimously resolves the amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

" Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at seventeen thousand five hundred Euros (EUR 17,500.00) with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares (hereinafter "Common Shares") and

5.1.2 five thousand (5,000) series A shares (hereinafter "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association."

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend of article two (2) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

" Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well

as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.”

Sixth resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders unanimously resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 2,000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dreiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1. Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen beim Handelsregister Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in der Johannisstraße 20, in 10117 Berlin, Deutschland

Inhaber von zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen,

hier vertreten durch Frau Alix van der Wielen, maître en droit, mit beruflichem Sitz in Luxemburg, aufgrund einer am 20. Mai 2014 in Berlin, Deutschland, ausgestellten Vollmacht; und

2. TEC Global Invest IX GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz und Hauptniederlassung in Wissollstrasse 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Duisburg, unter der Nummer HRB 26061 (“TEC”),

teilnahme- und stimmberechtigt nur für die Zwecke der Punkte 4 ff. der Tagesordnung,

zukünftiger Anteilseigner von fünftausend (5.000) Anteilen der Anteilklasse A,

hier vertreten durch Frau Alix van der Wielen, maître en droit, mit beruflichem Sitz in Luxemburg, aufgrund einer am 20. Mai 2014 in Muehlheim an der Ruhr ausgestellten Vollmacht.

Die vorerwähnten Vollmachten bleiben, nach Paraphierung ne varietur durch den Vertreter der erschienenen Parteien und den beurkundenden Notar, vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei zu 1. ((der „Bestehende Gesellschafter“) ist Alleingesellschafterin der ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l. (im Folgenden die “Gesellschaft”), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischen Recht, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 184.673, gegründet gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars am 7. Februar 2014, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1074 vom 28. April 2014 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt gemäß einer Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 15. Mai 2014 geändert, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Der Bestehende Gesellschafter vertritt das gesamte Gesellschaftskapital und hat auf sämtliche Ladungsvoraussetzungen verzichtet. Die Gesellschafterversammlung ist ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung beraten, wobei TEC lediglich für die Zwecke der Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmrechtlich ist.

Tagesordnung

1. Beschluss über die Schaffung einer (1) weiteren Anteilsklasse, die als Anteile der Serie A bezeichnet werden (die „Anteile der Serie A“), wodurch nunmehr insgesamt zwei (2) Anteilsklassen bestehen, eingeteilt in Stammanteile (die „Stammanteile“) und Anteile der Serie A, und bezüglich der Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen der bestehenden 12.500 Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

2. Aufnahme von TEC Global Invest IX GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz und Hauptniederlassung in Wissollstrasse 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Duisburg unter der Nummer HRB 26061, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von fünftausend Euro (EUR 5.000) auf einen Betrag von siebzehntausendfünfhundert Euro (EUR 17.500) durch die Ausgabe von fünftausend (5.000) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

4. Anschließende Änderung des Artikels fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt siebzehntausendfünfhundert Euro (EUR 17.500), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausend (5.000) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.“

5. Anschließende Änderung des Artikels zwei (2) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.“

6. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen ECommerce Taxi Eastern Europe S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch einen Gesellschafterbeschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt siebzehntausendfünfhundert Euro (EUR 17.500), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausend (5.000) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Titeln als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel („Qualifizierte Mehrheit“) des Gesellschaftskapitals halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere hinsichtlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Einwilligung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung durch einen der Gesellschafter an eine mit dem betreffenden Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG);

7.4.2 bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Gesellschafter an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Gesellschafter oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Gesellschafter (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von diesem Kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert“ oder „Kontrolliert werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Gesellschafter oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Gesellschafter eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.3 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer Veräußerung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einem anteilsbasierten Mitarbeiterbeteiligungsprogramm erwirbt, oder (ii) durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Gesellschafter gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung.

7.5 Sofern eine Übertragung, Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 keiner zusätzlichen Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn einer solchen Übertragung mit Qualifizierter Mehrheit zustimmen wird (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafter für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter übertragen werden.

Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.

8.1 Im Falle (i) eines Verkaufs von mindestens 50% aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) der Liquidation der Gesellschaft oder (iii) des Verkaufs oder der Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als 50% des Gesellschaftskapitals oder mehr als 50% der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen, (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exitertlöse“) - vorbehaltlich des Artikels 8.2 - im Einklang mit Artikel 8.3 auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis an die Gesellschafter verteilt.

8.2 Auf einer ersten Ebene („Erste Ebene“) erhält der jeweilige Gesellschafter einen Betrag, welcher dem Betrag seiner jeweiligen Gesamtinvestition in die Gesellschaft entspricht, welche er aufgebracht hat, um Anteile der Serie A zu erwerben, bestehend aus dem Nominalwert der Anteile der Serie A und dem Agio und/oder anderen Kapitaleinlage (Konto 115 des Standardisierten Luxemburgischen Kontenplans), die von diesem Gesellschafter an die Gesellschafter gezahlt wurden.

8.3 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten Ebene geleistet wurden, werden die übrigen Exitertlöse auf einer zweiten Ebene („Zweite Ebene“) an alle verkaufenden Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis verteilt. Sämtliche von einem Gesellschafter auf der Ersten Ebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Gesellschafter zu erhaltenden Betrag auf dieser Zweiten Ebene mit der Maßgabe, dass kein Gesellschafter zur Rückzahlung eines auf der Ersten Ebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Die Zuteilung auf der Gemeinsamen Ebene

erfolgt solange, bis alle Exiterlöse an die Gesellschafter verteilt wurden. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen während eines Liquiditätsereignisses oder danach in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten (und übersteigende Beträge an die anderen Gesellschafter zurückzuzahlen), der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterlöse oder Erlöse auf einer pro rata-Basis zu den Anteilen, die auf einer gemeinsamen und gleichwertigen Basis verkauft wurden oder (ii) als der Betrag, der diesem Gesellschafter auf der Ersten und/oder Zweiten Ebene aus einem späteren Verkauf zugeteilt wurde. Sämtliche mit der hierin festgelegten Liquiditätspräferenz verbundenen Rechte können nur einmal ausgeübt werden.

8.4 Die bevorzugte Zuteilung von Exiterlösen auf der Ersten Ebene gilt zugunsten des jeweiligen Gesellschafters so lange, wie der jeweilige Gesellschafter noch nicht den ihm auf der Ersten Ebene zustehenden Gesamtbetrag erhalten hat.

Art. 9. Rückkauf von Anteilen.

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

9.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

9.2.2 der Anteil eines Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechnigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufpreis verrechnet und der Rückkaufpreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufpreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 11. Abtretung anstelle von Rückkauf.

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung des Anteils an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

12.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich EMail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst wurden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 13. Gesellschafterversammlung.

13.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem Ort und zu einer Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei der Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 14. Quorum und Abstimmung.

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 15. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 16. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die gleichzeitig eine Qualifizierte Mehrheit darstellt.

Art. 17. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

17.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit:

17.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Liquidation der Gesellschaft;

17.1.2 Änderungen dieser Satzung einschließlich der Beschlüsse in Bezug auf Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;

17.1.3 Verteilung der jährlichen Ergebnisse; Zahlungen von Gewinn in Kapitalrücklagen oder die Übertragung solcher Überschüsse auf neue Konten; Erhöhung oder Verminderung von Rücklagen sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;

17.1.4 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

17.1.5 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern;

17.1.6 Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr;

17.1.7 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen; und 17.1.8 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.2. Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilsklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der schriftlichen einstimmigen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

17.3. Eine Änderung hinsichtlich des Beschlussfassungsprozesses der Gesellschaft (einschließlich der Zuständigkeit der Gesellschafterversammlung und spezifischer Mehrheiten für gewisse Beschlüsse) zum einseitigen Nachteil eines Gesellschafters darf nicht ohne die Zustimmung des betroffenen Gesellschafters erfolgen. Es wird insofern klargestellt, dass jede Reduzierung der Stimmanteile oder Änderung der Stimmrechte von Gesellschaftern oder Geschäftsführern, welche für eine Beschlussfassung notwendig sind, als solch einseitiger Nachteil eines Gesellschafters angesehen wird.

D. Rat der Geschäftsführer

Art. 18. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

18.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 19. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

19.1 Die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt und abberufen, welche ihre Bezüge und ihre Amtszeit festlegt.

19.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

19.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des ersetzten Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 22. Geschäftsführung.

22.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

22.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

22.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per EMail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung der Gesellschafter für solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft und ihrer direkten und indirekten Tochtergesellschaften, welche die Tagesgeschäftsführung der Gesellschaft überschreiten und jedenfalls für die unten aufgeführten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Gesellschafter genehmigt wurden:

22.8.1 Gründung, Erwerb, Schließung oder Veräußerung von Unternehmen oder Teilbetrieben;

22.8.2 Änderung dieser Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, in denen eine Beteiligung gehalten wird;

22.8.3 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;

22.8.4 Änderung der Geschäftsfelder der Gesellschaft und Aufgabe bestehender und Aufnahme neuer Geschäftsfelder;

22.8.5 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten;

22.8.6 Gewährung von Darlehen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten, allerdings unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.7 Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens und außerordentliche Rückzahlungen, allerdings unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.8 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivaten Finanzinstrumenten;

22.8.9 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungsverpflichtungen jeglicher Art;

22.8.10 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

22.8.11 Einleitung oder Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtverfahren mit einem Streitwert von über hunderttausend Euro (EUR 100.000) im Einzelfall;

22.8.12 Erwerb, Verfügung und/oder Lizenzierung von Nutzungsrechten jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, sowie die Erteilung oder der Erwerb von Lizenzen und die Abänderung diesbezüglicher Verträge, jedoch unter Ausschluss von Verfügungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.13 Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen. Als direkte oder indirekte Gesellschafter der Gesellschaft werden direkte und indirekte Gesellschafter, verbundene Gesellschaften gemäß §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG), sowie Angehörige gemäß Abschnitt 15 der deutschen Abgabenordnung (AO) direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere (mit Ausnahme von EFF und EFF's direkter und indirekter Gesellschafter) - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß dieses Artikels 22.8.13 ist nicht anwendbar, wenn die Transaktion zum gewöhnlichen Geschäftsgang der Gesellschaft gehört und marktüblichen Bedingungen unterliegt;

22.8.14 Abschluss und Beendigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

22.8.15 Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, deren Gesellschafter die Gesellschaft ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung der Mehrheit der Investoren nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 22.8 oder Artikels 17;

22.8.16 Beschlüsse bezüglich der Einführung eines Mitarbeiterbeteiligungsprogramms.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, welche die Zustimmung der Gesellschafter erfordern. Die Gesellschafter können ihre Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 22, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person

(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnverwendung - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 8, erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung einer nicht ausschüttbaren Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht.

30.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und

durch die bestimmte Bestimmungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

30.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.“

Nachdem über jeden Punkt der Tagesordnung ordnungsgemäß beraten worden ist, trifft die Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Schaffung einer (1) weiteren Anteilsklasse, die als Anteile der Serie A bezeichnet werden (die „Anteile der Serie A“), wodurch nunmehr insgesamt zwei (2) Anteilsklassen bestehen, eingeteilt in Stammanteile (die „Stammanteile“) und Anteile der Serie A, und die Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen der bestehenden 12.500 Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung nimmt die oben genannte TEC als neuen Gesellschafter der Gesellschaft auf.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt die Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von fünftausend Euro (EUR 5.000) auf einen Betrag von siebzehntausendfünfhundert Euro (EUR 17.500) durch die Ausgabe von fünftausend (5.000) Anteilen der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

Zeichnung

Die fünftausend (5.000) Anteile der Serie A wurden von TEC, vorbezeichnet, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von fünftausend Euro (EUR 5.000) ordnungsgemäß gezeichnet.

Zahlung

Die fünftausend (5.000) Anteile der Serie A, die von TEC, vorbezeichnet, gezeichnet worden sind, wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von fünftausend Euro (EUR 5.000).

Die Summe von fünftausend Euro (EUR 5.000,-) steht der Gesellschaft ab sofort zur freien Verfügung, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Die Gesamteinlage in Höhe von fünftausend Euro (EUR 5.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital der Gesellschaft zugeführt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt einstimmig die Änderung des Artikels fünf (5) der Satzung, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt siebzehntausendfünfhundert Euro (EUR 17.500), mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen (die „Stammanteile“), und

5.1.2 fünftausend (5.000) Anteilen der Serie A (die „Anteile der Serie A“).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt einstimmig die Änderung des Artikels zwei (2) des Gesellschaftsvertrags, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.“

Sechter Beschluss

Inter alia, als Ergebnis des Vorangegangenen, beschließt die Gesellschafterversammlung einstimmig die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr lautet wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde ausgeführt.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.000,- geschätzt.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienener Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: A. VAN DER WIELEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juin 2014. Relation: LAC/2014/25503. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 11. Juni 2014.

Référence de publication: 2014081521/1191.

(140096814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 404.140.410,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 2.050.

ArcelorMittal Commercial Bars & Rods, Société Anonyme.

Capital social: EUR 174.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 49.668.

— PROJET DE FUSION

In the year two-thousand and fourteen, on the twentieth of June.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

(1) Mrs. Ana Paula Da Silva, Senior Paralegal, residing professionally in Luxembourg, acting on behalf of the board of directors of ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A., a société anonyme with registered office at 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of four hundred and four million one hundred and forty thousand four hundred and ten euro (EUR 404,140,410.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B2050 (hereinafter referred to as the “Absorbing Company”) and incorporated pursuant to a

notarial deed, dated December 8, 1934, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 81 of December 31, 1934, whose articles of association have been amended for the last time by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, dated September 12, 2012, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2594 of October 18, 2012,

by virtue of powers conferred on the basis of directors' resolutions of the Absorbing Company dated June 19, 2014,

(2) Mrs. Ana Paula Da Silva, previously named, acting on behalf of the board of directors of ArcelorMittal Commercial Bars & Rods, a société anonyme, with registered office at 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred seventy-four thousand euro (EUR 174,000.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B49668 (hereinafter referred to as the "Absorbed Company") and incorporated pursuant to a notarial deed, dated December 14, 1994, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 141 of March 29, 1995 whose articles of association have been amended for the last time by deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, dated May 26, 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1594 of June 28, 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of directors' resolutions of the Absorbed Company dated June 19, 2014,

Copies of the relevant directors' resolutions, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the undersigned notary to record the following joint merger proposal (the "Joint Merger Proposal"):

1. ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A. The Absorbing Company is existing under the name ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A. and is a société anonyme with registered office at 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of four hundred and four million one hundred and forty thousand four hundred and ten euro (EUR 404,140,410.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B2050.

The Absorbing Company's corporate object is the commercializing of flat carbon steel products and of the products resulting from their procession, as well as of the semi-finished products and hire works used in their manufacturing, for its own account and/or for the account of third parties all over the world. It may also offer to buy quotas and credits related to emissions of greenhouse gases, present on the market or not, and sell them to any third party. It may take up interests by means of participation, creation of new companies, contribution, merger or by any other means, in any other company, entity or undertaking pursuing an object which is similar, related or complementary to its own. It may carry out all operations of whatever kind, whether of a commercial, industrial or financial nature and whether involving moveable or immoveable property, which relate directly and indirectly to its object or which may facilitate the realization thereof.

The subscribed share capital of the Absorbing Company is set at four hundred and four million one hundred and forty thousand four hundred and ten euro (EUR 404,140,410.-), represented by ten thousand and one (10,001) shares with no specified nominal value and all of which are fully paid up.

The Absorbing Company holds one hundred percent (100%) of the shares in the Absorbed Company represented by twelve thousand (12,000) shares with no specified nominal value and all of which are fully paid up.

2. ArcelorMittal Commercial Bars & Rods. The Absorbed Company is existing under the name ArcelorMittal Commercial Bars & Rods, and is a société anonyme with registered office at 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of one hundred seventy-four thousand euro (EUR 174,000.-) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B49668.

The Absorbed Company's corporate object is the trade in materials and products of any kind as well as the export and import of any products and any agency, intermediary or advisory activity. It may take up interests by means of participation, creation of new companies, contribution, merger or by any other means, in any other company, entity or undertaking pursuing an object which is similar, analogous or supplementary to its own. It may carry out all operations of whatever kind, whether of a commercial, industrial or financial nature and whether involving moveable or immoveable property, which relate directly or indirectly to its object or which may facilitate the realization thereof.

The subscribed share capital of the Absorbed Company is set at one hundred seventy-four thousand euro (EUR 174,000.-) represented by twelve thousand (12,000) shares with no specified nominal value and all of which are fully paid up.

3. Merger. The Absorbing Company contemplates to merge with and absorb the Absorbed Company (both companies being referred to as "Merging Companies") under the simplified merger procedure regime (the "Merger") provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

4. Effective Date. The Merger will be realised on the day that the Absorbing Company has acknowledged that the Merger has become effective, which will be on the calendar day immediately following one calendar month after the day of publication of the present Joint Merger Proposal in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The Merger shall be effective towards third parties from publishing in the Memorial C of a notarial certificate certifying that the conditions of article 279 of the Law are met.

5. Financial Accounts. The Absorbing Company's annual accounts for the last three years have been approved by the shareholder of the Absorbing Company.

The Absorbed Company's annual accounts for the last three years have been approved by the shareholder of the Absorbed Company.

6. Assets and Liabilities contributed. For accounting purposes, the operations of the Absorbed Companies will be deemed to be completed on behalf of the Absorbing Company from July 31, 2014.

7. Advantages granted to the Directors. No special advantages are granted to the members of the board of directors of the Merging Companies.

8. Convertible instruments issued by the Absorbed Company. Other than their shares, the Absorbed Company has not issued any bonds or other financial instruments.

9. Consultation of documentation. The shareholders of the Absorbing Company are entitled to inspect the documents specified in article 267, paragraph 1 (a), (b) and (c) of the Law at the registered office of the Absorbing Company at least one month before the Merger takes effect. The documents referred to under this paragraph are the joint merger proposal, the annual accounts as well as the report on such accounts of the board of directors of the Absorbed Company for the past three financial years. Each shareholder may obtain a copy of the above referred documents upon request and free of charge.

10. General meeting of shareholders of the Absorbing Company. In compliance with article 279 of the Law, one or more of the shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% in the subscribed share capital of the Absorbing Company are entitled to require that a general meeting of shareholders of the Absorbing Company be called in order to resolve on the approval of the Merger. The meeting must be convened so as to be held within one month of the request for it to be held.

There is no requirement that a general meeting of the shareholders of the Absorbed Company be called in order to resolve on the approval of the Merger as the Absorbed Company is wholly owned by the Absorbing Company.

11. Merger formalities. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry and to effect Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company in accordance with article 274 of the Law.

12. Dissolution of the Absorbed Company. The Merger will result in the dissolution without liquidation of the Absorbed Company as of the Effective Date.

The mandate of the directors of the Absorbed Company will come to an end on the Effective Date. Discharge will be given to them for the exercise of their mandate during the period from January 1st, 2014 till the Effective Date, at the first general meeting of the Absorbing Company following the Merger.

The mandate of the directors of the Absorbing Company will not be affected by the Merger.

13. Corporate Records of the Absorbed Company. All corporate documents, files and records of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for the duration prescribed by law.

14. Issued capital of the Absorbing Company following the Merger. The Merger will not entail a modification of the issued capital of the Absorbing Company.

15. Expenses. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the joint merger proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to article 271 (2) of the Law.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

(1) Madame Ana Paula Da Silva, Senior Paralegal, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant pour le compte du conseil d'administration de ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A., une société anonyme ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quatre cent quatre millions cent quarante mille quatre cent dix euros (EUR 404.140.410,-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B2050 (ci-après la «Société Absorbante») et constituée suivant acte notarié en

date du 8 décembre 1934, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 81 du 31 décembre 1934 dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 12 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2594 du 18 octobre 2012,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 19 juin 2014,

(2) Madame Ana Paula Da Silva, prénommée, agissant pour le compte du conseil d'administration de ArcelorMittal Commercial Bars & Rods, une société anonyme ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cent soixante-quatorze mille euros (EUR 174.000,-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B49668 (ci-après la «Société Absorbée») et constituée suivant acte notarié en date du 14 décembre 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 141 du 29 mars 1995, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire Maître Jean-Joseph WAGNER, en date du 26 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1594 du 28 juin 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbée en date du 19 juin 2014.

Copies des décisions desdits conseils d'administration, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

Les comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le projet commun de fusion (le «Projet Commun de Fusion») suivant:

1. ArcelorMittal Flat Carbon Europe S.A. La Société Absorbante existe sous le nom ArcelorMittal Flat Carbon S.A. et revêt la forme d'une société anonyme ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quatre cent quatre millions cent quarante mille quatre cent dix euros (EUR 404.140.410,-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B2050.

L'objet social de la Société Absorbante est la commercialisation des produits plats en aciers, en carbone et des produits qui résultent de leur transformation ainsi que des demi-produits et travaux à façon servant à leur fabrication, pour son compte propre et/ou pour le compte de tiers partout dans le monde. Elle pourra également se porter acquéreur de quotas et crédits liés aux émissions des gaz à effet de serre, présents ou non sur le marché, et les vendre à tout tiers. Elle pourra s'intéresser, par voie de participation, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de fusion ou par toute autre voie dans toutes sociétés, entreprises ou opérations dont le but est similaire, connexe ou complémentaire au sien. Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Le capital social souscrit de la Société Absorbante est fixé à quatre cent quatre millions cent quarante mille quatre cent dix euros (EUR 404.140.410,-), représenté par dix mille et une (10.001) actions sans désignation de valeur nominale et toutes entièrement libérées.

La Société Absorbante détient cent pourcents (100%) des actions de la Société Absorbée, représentée par douze mille (12.000) actions sans désignation de valeur nominale et toutes entièrement libérées.

2. ArcelorMittal Commercial Bars & Rods. La Société Absorbée existe sous le nom ArcelorMittal Commercial Bars & Rods et revêt la forme d'une société anonyme ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de cent soixante-quatorze mille euros (EUR 174.000,-), inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B49668.

L'objet social de la Société Absorbée est le commerce de matières et de produits de toute nature ainsi que l'exportation et l'importation de tous produits ainsi que toutes activités d'agence, d'intermédiaire ou de conseil. Elle pourra s'intéresser, par voie de participation, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de fusion ou par toute autre voie dans toutes sociétés, entreprises ou opérations dont le but est similaire, connexe ou complémentaire au sien. Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée est fixé à cent soixante-quatorze mille euros (EUR 174.000,-), représenté par douze mille (12.000) actions sans désignation de valeur nominale et toutes entièrement libérées.

3. Fusion. La Société Absorbante prévoit de fusionner et d'absorber la Société (les deux sociétés étant mentionnées ci-après comme les «Sociétés Fusionnantes») selon la procédure de fusion simplifiée (la «Fusion») prévue aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

4. Date de Prise d'Effet. La Fusion juridique sera réalisée le jour où la Société Absorbante aura constaté que la Fusion était effective, lequel sera le jour calendaire immédiatement après un mois calendaire suivant le jour de la publication du présent Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. La Fusion sera effective vis-à-vis des tiers à partir de la publication au Mémorial C, d'un certificat notarial constatant que les conditions de l'article 279 de la Loi sont remplies.

5. Comptes Annuels. Les comptes annuels de la Société Absorbante pour les trois derniers exercices ont été approuvés par l'actionnaire de la Société Absorbante.

Les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices ont été approuvés par l'actionnaire de la Société Absorbée.

6. Actifs et Passif apportés. Du point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à partir du 31 juillet 2014.

7. Avantages accordés aux Administrateurs. Il n'est pas accordé d'avantages spéciaux aux membres du conseil d'administration des Sociétés Fusionnantes.

8. Instruments convertibles émis par la Société Absorbée. A part leurs actions, la Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ou autres instruments financiers.

9. Consultation de la documentation. Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit d'inspecter les documents mentionnés à l'article 267, alinéa 1 (a), (b) et (c) de la Loi au siège social de la Société Absorbante au moins un mois avant la prise d'effet de la Fusion. Les documents mentionnés dans cet alinéa sont le projet de fusion, les comptes annuels ainsi que le rapport sur ces comptes au conseil d'administration de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices comptables. Chaque actionnaire peut obtenir copie des documents mentionnés ci-dessus sur demande et gratuitement.

10. Assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante. Conformément à l'article 279 de la Loi, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante détenant au moins 5% du capital souscrit de la Société Absorbante ont le droit de requérir que l'assemblée générale de la Société Absorbante soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

Il n'est pas requis qu'une assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion dans la mesure où la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante.

11. Formalités liées à la Fusion. La Société Absorbante devra exécuter elle-même toutes les formalités incluant les publications telles que prescrites par la loi, qui sont nécessaires ou utiles à l'exécution et à la prise d'effet de la Fusion et à la transmission et cession des actifs et du passif de la Société Absorbée conformément à l'article 274 de la Loi.

12. Dissolution de la Société Absorbée. La Fusion entraînera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée à partir de la Date de Prise d'Effet.

Le mandat des administrateurs de la Société Absorbée prendra fin à la Date de Prise d'Effet. Décharge leur sera donnée pour l'exercice de leurs mandats durant la période allant du 1^{er} janvier 2014 à la Date de Prise d'Effet, par la première assemblée générale de la Société Absorbante qui suivra la fusion.

Les mandats des administrateurs de la Société Absorbante ne seront pas affectés par la fusion.

13. Documents Sociaux de la Société Absorbée. Tous les documents sociaux, livres et documents comptables seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prescrite par la Loi.

14. Capital social de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion. La Fusion n'entraînera pas de modification du capital émis de la Société Absorbante.

15. Frais. Tous les frais, dépenses, honoraires et charges résultant de la Fusion devront être supportés par la Société Absorbante.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du projet de fusion et de tous les actes, documents, et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 271 (2) de la Loi.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A.P. DA SILVA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 juin 2014. Relation: EAC/2014/8631. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014087466/237.

(140104416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Hottinger Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 82.359.

Helvetia Capital Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 67.716.

PROJET COMMUN DE FUSION

Le présent projet commun de fusion est conclu entre:

(1). Hottinger Financial S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 82.359; et

(2). Helvetia Capital Holding S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.716.

Ci-après désignées collectivement comme les «Parties à la Fusion».

Il est préalablement exposé ce qui suit:

(A) Les Parties à la Fusion comparantes souhaitent réaliser par une fusion-absorption, un transfert universel de patrimoine consistant en tous les actifs et passifs de Helvetia Capital Holding S.A. à Hottinger Financial S.A. (ci-après la «Fusion»), conformément aux dispositions des articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi»).

(B) La Fusion a pour but de simplifier et de rationaliser la structure organisationnelle de certaines entités luxembourgeoises membres du groupe Hottinger.

(C) Conformément aux articles 265 paragraphe (3) et 266 paragraphe (5) de la Loi, les conseils d'administration de chacune des Parties à la Fusion ont décidé de proposer à leur assemblée générale respective de renoncer à l'établissement d'un rapport écrit détaillé établi par les organes d'administration de chacune des Parties à la Fusion expliquant et justifiant la Fusion d'un point de vue juridique et économique et d'un rapport sur la Fusion établi par un réviseur d'entreprises agréé.

(D) Les Parties à la Fusion ont préparé le présent projet de fusion qui a été adopté par le conseil d'administration de chacune d'elles (ci-après le «Projet de Fusion»).

Il a ensuite été convenu ce qui suit:

1. Formes, dénominations et siège social.

1.1. Les Parties à la Fusion sont:

- Hottinger Financial S.A., prénommée, en tant que société absorbante (ci-après désignée comme «Hottinger Financial»); et
- Helvetia Capital Holding S.A., prénommée, en tant que société absorbée (ci-après désignée comme «Helvetia Capital»).

1.2. La société issue de la Fusion sera Hottinger Financial. Helvetia Capital cessera d'exister à la Date de Prise d'Effet (telle que définie à l'article 5.1 ci-dessous). Hottinger Financial ne modifiera pas, suite à la Fusion, sa forme juridique, sa dénomination ou son siège social.

2. Rapport d'échange des actions - Montant de la soulte.

2.1. Les actions émises par Hottinger Financial ont actuellement une valeur nominale de EUR 13.33,-. Il est prévu que cette valeur nominale soit, à l'occasion de la Fusion, annulée et remplacée par une valeur au pair comptable.

2.2. Du fait du transfert de plein droit de tous les actifs et passifs de Helvetia Capital par voie de transmission universelle, Hottinger Financial émettra en faveur des actionnaires de Helvetia Capital 1.908.664 nouvelles actions sans valeur nominale, d'un montant total de EUR 1.093.047,05, dotées des mêmes droits et obligations que les actions existantes (ci-après les «Actions»), en retenant le rapport d'échange de 1096,9332 actions de Hottinger Financial pour 1 action de Helvetia Capital (ci-après le «Rapport d'Echange»).

2.3. Hottinger Financial détient 460 actions d'une valeur nominale de EUR 100,-, représentant 20,91% du capital social de Helvetia Capital et s'engage à les conserver jusqu'à la réalisation de la Fusion.

2.4. Il est expressément convenu qu'aucune action additionnelle ne sera émise par Hottinger Financial en rémunération du transfert des 460 actions de Helvetia Capital, selon le principe de la fusion renonciation.

2.5. Le Rapport d'Echange a été déterminé sur la base de la valeur nette comptable des actions de Hottinger Financial et de Helvetia Capital au 31 décembre 2013.

2.6. Il n'est pas prévu le versement d'une soulte en espèce.

3. Modalités de remise des actions par Hottinger Financial.

3.1. Les Actions de Hottinger Financial seront émises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Hottinger Financial qui décidera de la Fusion, à tenir par-devant notaire. Cette émission sera constatée par l'inscription de ces nouvelles Actions dans le registre des actions nominatives de Hottinger Financial à la date de l'assemblée générale des actionnaires de Hottinger Financial décidant de la Fusion et au plus tard dans les quinze jours de la Date de Prise d'Effet (telle que définie à l'article 5.1 ci-dessous).

3.2. Dans le registre des actionnaires de Helvetia Capital, il sera noté que Helvetia Capital a cessé d'exister à la suite de la Fusion. Le conseil d'administration de Hottinger Financial se verra accorder une procuration à cet effet.

4. Date à partir de laquelle les actions donnent le droit de participer aux bénéfices.

4.1. Les Actions nouvellement émises donneront le droit à leurs détenteurs de participer aux bénéfices de Hottinger Financial à compter de la Date de Prise d'Effet (telle que définie à l'article 5.1 ci-dessous).

4.2. Les Actions auront les mêmes droits que les actions existantes de Hottinger Financial, y compris en ce qui concerne les profits non distribués et autres réserves.

5. Date de prise d'effet - Date à partir de laquelle les opérations de Helvetia sont considérées d'un point de vue comptable comme accomplies par Hottinger Financial.

5.1. La Fusion deviendra effective entre les Parties à la Fusion par son approbation par les assemblées générales des actionnaires de chacune des Parties à la Fusion (ci-après la «Date de Prise d'Effet»), conformément à l'article 272 de la Loi, qui ne pourront avoir lieu, au plus tôt, qu'un (1) mois après la publication du Projet de Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations.

5.2. La date à partir de laquelle les opérations de Helvetia Capital seront considérées d'un point de vue comptable comme accomplies pour le compte de Hottinger Financial est fixée au 1^{er} janvier 2014.

6. Droits assurés par Hottinger Financial aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou mesures proposées à leur égard.

6.1. Helvetia Capital n'a pas émis d'actions ou de titres privilégiés auxquels des droits particuliers seraient attribués.

6.2. Hottinger Financial ne confère par conséquent, pas de droits spéciaux dans le cadre de la présente Fusion et il n'y aura pas de traitement spécial pour des actionnaires particuliers ou certaines catégories d'actionnaires.

7. Avantages particuliers attribués aux experts et aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des parties à la Fusion.

7.1. Aucun avantage particulier ne sera attribué à aucun expert du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

7.2. Aucun avantage particulier ne sera octroyé aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des Parties à la Fusion du fait de la Fusion ou en relation avec celle-ci.

8. Etats financiers.

8.1. Les derniers comptes annuels pour l'exercice social de chacune des Parties à la Fusion se terminant le 31 décembre 2013 ont été utilisés pour définir les conditions de la Fusion.

9. Fusion - Transfert des actifs et passifs.

9.1. A partir de la Date de Prise d'Effet, l'universalité des éléments d'actifs et de passifs du patrimoine de Helvetia Capital sera considérée transférée à Hottinger Financial, sans aucune restriction ni limitation.

9.2. La valeur de l'universalité des éléments d'actifs et de passifs de Helvetia Capital transférés à Hottinger Financial est déterminée sur base de leur valeur comptable telle que figurant dans les comptes annuels établis au 31 décembre 2013, lesquels comptes annuels seront, ensemble avec les comptes annuels pour les exercices se terminant au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011 et les rapports de gestion des exercices 2013, 2012 et 2011, à la disposition des actionnaires des Parties à la Fusion à leur siège social, à partir de la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Association, en accord avec les dispositions de l'article 267, paragraphe (1) b) de la Loi.

9.3. Par l'effet de la Fusion, Helvetia Capital cessera d'exister de plein droit et toutes ses actions émises sont annulées.

10. Conditions suspensives à la Fusion.

10.1. La Fusion par absorption de Helvetia Capital par Hottinger Financial et la dissolution sans liquidation de Helvetia Capital, deviendront définitives à la réalisation des conditions suspensives suivantes:

- Approbation par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de Hottinger Financial du présent Projet de Fusion et de la Fusion;
- Approbation par l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de Helvetia Capital du présent Projet de Fusion et de la Fusion; et
- Exécution des formalités et le cas échéant, obtention des autorisations nécessaires à la Fusion de la Commission de Surveillance du Secteur Financier et du Commissariat aux Assurances.

11. Termes et conditions de la Fusion.

11.1. La Fusion est également soumise aux termes et conditions suivants:

a. Hottinger Financial reprendra les actifs transférés par Helvetia Capital en l'état dans lequel ils se trouvent à la Date de Prise d'Effet, sans que Hottinger Financial ne puisse émettre aucune prétention, à quelque titre que ce soit, contre Helvetia Capital.

b. Helvetia Capital garantit à Hottinger Financial l'existence de toutes les créances figurant au bilan, mais n'assumera aucune responsabilité quant à la solvabilité des débiteurs concernés.

c. A partir de la Date de Prise d'Effet, Hottinger Financial payera tous les impôts, taxes et redevances, ordinaires et extraordinaires dont elle est ou pourra devenir redevable, eu égard à la propriété des actifs transférés.

d. Hottinger Financial reprendra l'intégralité des contrats et obligations de quelque nature qu'ils soient de Helvetia Capital, tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Prise d'Effet.

e. Hottinger Financial reprendra en particulier l'intégralité des contrats existant avec les créanciers de Helvetia Capital. Hottinger Financial sera subrogée dans tous les droits et obligations en découlant et ceci à ses propres risques.

f. Les droits et actions attachés aux actifs transférés par Helvetia Capital seront transférés à Hottinger Financial avec l'intégralité des sûretés, réelles ou personnelles, y attachées. Hottinger Financial sera de ce fait subrogée, sans qu'il n'y ait novation des contrats, dans tous les droits, réels ou personnels, de Helvetia Capital, et ceci sans exception pour tous les actifs et à l'égard de tous les débiteurs.

g. Hottinger Financial reprendra l'intégralité des obligations de Helvetia Capital, et en particulier payera les intérêts et remboursera le principal de toutes dettes et obligations de Helvetia Capital. Hottinger Financial décharge Helvetia Capital de l'intégralité des voies et actions se rapportant à des droits et obligations possédés jusque-là par Helvetia Capital.

12. Rapport de l'expert indépendant - Rapport du réviseur d'entreprise agréé.

12.1. Conformément à l'article 266 paragraphe (5) de la Loi, les conseils d'administration de chacune des Parties à la Fusion ont décidé de proposer à leur assemblée générale respective de renoncer à l'examen du Projet de Fusion par un réviseur d'entreprises agréé et à l'établissement du rapport d'expert sur la Fusion prévu par l'article 266 de la Loi.

12.2. Conformément aux articles 266 paragraphe (3) et 26-1 de la Loi, un rapport préparé par un réviseur d'entreprises agréé sera établi sur les apports fait autres qu'en numéraire à Hottinger Financial en conséquence de la Fusion.

13. Divers.

13.1. Tous les documents mentionnés à l'article 267, paragraphe (1) a) et b) de la Loi comprenant notamment le Projet de Fusion et les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des exercices 2013, 2012 et 2011 de Hottinger Financial et Helvetia Capital pourront être consultés au siège social de chacune des Parties à la Fusion, et une copie intégrale pourra en être obtenue sur demande, sans frais, par les actionnaires des Parties à la Fusion durant une période commençant à la date de publication du présent Projet de Fusion au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations, jusqu'à la Date de Prise d'Effet de la Fusion.

13.2. Hottinger Financial accomplira toutes les formalités nécessaires ou utiles afin de donner effet à la Fusion ou servant la transmission des éléments d'actifs et de passifs de Helvetia Capital vers Hottinger Financial.

13.3. Tout document, acte et registre de Helvetia Capital sera conservé au siège social de Hottinger Financial pendant la durée légalement prescrite.

13.4. Pour tout point non prévu dans le présent Projet de Fusion, les Parties à la Fusion se réfèrent à la Loi.

Fait et signé à la date figurant en tête des présentes en trois (3) exemplaires.

Hottinger Financial S.A. / Helvetia Capital S.A.

M. Elo Rozencwajg / M. Elo Rozencwajg

Administrateur autorisé / Administrateur autorisé

Référence de publication: 2014087750/154.

(140103749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2014.

Apollo BidCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.231.250,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.247.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Ms Chantal KEEREMAN, lawyer, with professional address in Luxembourg,

acting on behalf of the sole manager of Apollo BidCo S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172.247, incorporated on 16 October 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. (the “Mémorial”) number 2706 of 7 November 2012 (the “Company”). The articles of association of the Company have been amended on 29 November 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial number 166 of 23 January 2013,

by virtue of the power and authority conferred on her by the resolutions of the sole manager of the Company dated 28 April 2014.

A copy of said resolutions after having been signed *in varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to record that:

- in accordance with the merger proposal in notarial form, following a deed of the undersigned notary on 30 April 2014, published in the Mémorial number 1188 of 10 May 2014, the Company, as the absorbing company (the “Absorbing Company”), and Sunrise Medical (Luxembourg) Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 291, Route d’Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 92.216, incorporated on 7 March 2003 pursuant to a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, published in the Mémorial number 462 of 29 April 2003, as the absorbed company (the “Absorbed Company” and together with the Absorbing Company, the “Merging Companies”), contemplated to merge. The articles of association of the Absorbed Company have been amended several times and for the last time on 7 December 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial number 212 of 29 January 2013;

- all of the documents, required by Article 267 (1) and Article 278 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended have been made available at the registered office of the Absorbing Company, for inspection by the shareholders, at least one (1) month before the date hereof;

- no shareholder of the Absorbing Company, having at least five (5) per cent of the shares, required, during the period of one (1) month following the publication in the Mémorial of the merger proposal, the convening of an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, called to resolve upon the merger;

- consequently, the merger will be effective between the Merging Companies as of 19 June 2014 and *vis à vis* third parties on the date of the publication of this assessment (*constat de fusion*) in the Mémorial. The merger entailed *ipso jure* the universal transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Moreover, the Absorbing Company will as from the date hereof carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist and in particular carry out all agreements existing with the creditors of the Absorbed Company and will be subrogated to all rights and obligations resulting from such agreements;

- following the merger, the Absorbed Company will cease to exist and the shares of the Absorbed Company shall be cancelled.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary, the present deed.

Suis la traduction en français du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de juin.

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Madame Chantal KEEREMAN, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du gérant unique de Apollo BidCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment organisée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 29, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.247, constituée le 16 octobre 2012, suivant un acte du notaire instrumentant,

publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. (le "Mémorial") numéro 2706 du 7 novembre 2012 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 29 novembre 2012 suivant un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial numéro 166 du 23 janvier 2013,

en vertu du pouvoir et de l'autorité qui lui sont conférés aux termes des résolutions du gérant unique de la Société adoptées le 28 avril 2014.

Une copie desdites résolutions, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

- conformément au projet de fusion établi sous forme notariée, suivant un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 avril 2014, publié au Mémorial numéro 1188 du 10 mai 2014, la Société, en tant que société absorbante (la "Société Absorbante"), et Sunrise Medical (Luxembourg) Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dûment organisée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 92.216, constituée en date du 7 mars 2003 suivant un acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, publié au Mémorial numéro 462 du 29 avril 2003, en tant que société absorbée (la "Société Absorbée" et ensemble avec la Société Absorbante, les "Sociétés Fusionnantes"), ont projeté de fusionner. Les statuts de la Société Absorbante ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 7 décembre 2012 en vertu d'un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial numéro 212 du 29 janvier 2013;

- tous les documents, requis par l'Article 267 (1) et l'Article 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été mis à disposition au siège social de la Société Absorbante, pour prise de connaissance par les associés, au moins un (1) mois avant la date de ce certificat;

- aucun associé de la Société Absorbante, disposant d'au moins cinq (5) pour cent des parts sociales n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur la fusion;

- en conséquence, la fusion sera effective entre les Sociétés Fusionnantes à partir du 19 juin 2014 et vis-à-vis des tiers à la date de la publication du présent constat de fusion au Mémorial. La fusion a entraîné de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante. De plus, la Société Absorbante exécutera à partir de ce jour tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, de la Société Absorbée tels que ces contrats et obligations existent et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats;

- suite à la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: C. KEEREMAN, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 20 juin 2014. Relation: RED/2014/1321. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé) T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 25 juin 2014.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014088922/113.

(140105118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2014.

Procter & Gamble Financial Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.826.

In the year two thousand and fourteen, on the twentieth day of June at 10.15 a.m..

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Procter & Gamble Financial Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of five million sixteen thousand nine hundred fifty US Dollars

(USD 5,016,950.-), registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 122 755 and having its registered office at 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Sole Shareholder"), duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 23 May 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as aforementioned, is the sole shareholder of Procter & Gamble Financial Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty-five thousand US Dollars (USD 25,000.-), registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 114 826 and having its registered office at 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a notarial deed of the undersigned notary on 1 February 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations., number 1057 of 31 May 2006. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 16 January 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 909 of 9 April 2014.

The appearing party represents the whole corporate capital and has requested the notary to record the following resolutions:

Sole resolution

WHEREAS, the merger plan, pursuant to which the Company will be merged into the Sole Shareholder by way of transfer of all assets and liabilities of the Company to the Sole Shareholder and the Company will cease to exist, has been published, in compliance with article 262 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. of 9 May 2014, number 1173 (the "Merger Plan").

WHEREAS, in accordance with article 267 paragraph (1) of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of:

- the Merger Plan dated 28 April 2014 and signed on 29 April 2014, as it has been published and pursuant to which the Company will be merged into the Sole Shareholder by way of transfer of all assets and liabilities of the Company to the Sole Shareholder and the Company will cease to exist;

the annual accounts and management reports of the Company for the last three (3) accounting years.

WHEREAS, the Sole Shareholder is fully aware of the background and terms and conditions of the Merger Plan and resolved to waive, pursuant to a resolution taken on 28 April 2014, in accordance with the provisions of article 265 (3), 266 (5) and 267 (1) of the Law, its right to be presented with the report drafted by a réviseur d'entreprises agréé (independent auditor) on the merger, the report drafted by the board of managers of the Company on the merger and the interim accounts of the Company and of the Sole Shareholder.

WHEREAS, the Sole Shareholder confirms that in accordance with article 267 of the Law, the documents listed above were at the disposal of the Sole Shareholder at the registered office of the Company at least one month prior to this meeting.

WHEREAS, upon the merger, the Sole Shareholder will acquire the assets and liabilities of the Company under universal succession of title (transmission universelle de patrimoine). The merger shall be effective for accounting purposes as of 12 June 2014.

THEREFORE, the Sole Shareholder, after having reviewed the Merger Plan resolved to approve the merger and the related Merger Plan (the "Merger").

The Sole Shareholder further decides that the Merger shall be effective from an accounting perspective as of 12 June 2014.

The Sole Shareholder states that, by the transfer of all the assets and liabilities of the Company to the Sole Shareholder with immediate effect, the Company ceases to exist as of the date of this meeting, in compliance with article 274 of the Law.

The undersigned notary declares having verified the compliance with the conditions enumerated in article 257 and following of the Law and states that the Merger has been decided in compliance with the provisions of the legal requirements.

WHEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

This deed having been read and translated to the proxyholder of the above appearing party, said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt juin à 10.15 heures.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Procter & Gamble Financial Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de cinq million seize mille neuf cent cinquante US Dollars (USD 5.016.950,-), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122 755 et ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Bastien Burin, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 23 mai 2014.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant est l'associé unique de Procter & Gamble Financial Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de vingt-cinq mille US Dollars (USD 25.000,-), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114 826 et ayant son siège social au 26 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 1 février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1057 du 31 mai 2006. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 janvier 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 909 du 9 avril 2014.

Le comparant représente l'intégralité du capital social et a demandé au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Résolution unique

ATTENDU QUE, le projet de fusion, selon lequel la Société sera absorbée par l'Associé Unique par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de la Société à l'Associé Unique et la Société cessera d'exister, a été publié, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 9 mai 2014, numéro 1173 (le «Projet de Fusion»).

ATTENDU QUE, conformément à l'article 267, paragraphe (1) de la Loi, l'Associé Unique a pu prendre dûment connaissance:

- du projet de fusion en date du 28 avril 2014 et signé le 29 avril 2014, tel qu'il a été publié et selon lequel la Société sera absorbé par l'Associé Unique par voie de transmission universelle de l'entière des actifs et passifs de la Société à l'Associé Unique et la Société cessera d'exister;

- des comptes annuels et rapports de gestion de la Société des trois (3) derniers exercices comptables.

ATTENDU QUE, l'Associé Unique a pleine connaissance du contexte et des termes et conditions du Projet de Fusion et a décidé de renoncer, par une résolution prise le 28 avril 2014, conformément aux dispositions des articles 265 (3), 266 (5) et 267 (1) de la Loi, à son droit à ce que lui soient communiqués un rapport rédigé par un réviseur d'entreprises agréé (expert indépendant) sur la fusion, un rapport rédigé par le conseil de gérance de la Société et les comptes intermédiaires de la Société et de l'Associé Unique.

ATTENDU QUE, l'Associé Unique confirme que conformément à l'article 267 de la Loi, les documents énumérés ci-dessus étaient à la disposition de l'Associé Unique au siège social de la Société au moins un mois avant cette assemblée.

ATTENDU QUE, suite à la fusion, l'Associé Unique acquerra, par transmission universelle de patrimoine, l'entière des actifs et passifs de la Société. La fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 12 juin 2014.

PAR CONSEQUENT, l'Associé Unique, après avoir examiné le Projet de Fusion a décidé d'approuver la fusion et le Projet de Fusion y afférent (la «Fusion»).

L'Associé Unique décide en outre que la Fusion sera effective d'un point de vue comptable en date du 12 juin 2014.

L'Associé Unique note que, par la transmission de tous les actifs et passifs de la Société à l'Associé Unique avec effet immédiat, la Société cesse d'exister en date de cette assemblée, conformément à l'article 274 de la Loi.

Le notaire soussigné atteste avoir vérifié la conformité de cet acte avec les conditions énumérées à l'article 257 et suivants de la Loi et certifie que la Fusion a été décidée en conformité avec les dispositions légales requises.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants prés mentionnés, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 juin 2014. Relation: EAC/2014/8644. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014089514/123.

(140104468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2014.

IDB-Strategie Wuppertal, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de IDB-Strategie Wuppertal modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088491/11.

(140105101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

OSD Private Banking, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de OSD Private Banking modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088492/11.

(140105103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Lexfield, Société à responsabilité limitée, (anc. Magerotte Avocats).

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 181.423.

L'an deux mille quatorze, le premier avril;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, Avocat à la Cour inscrit sur la liste I de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, né à Libramont Cheigny, Belgique, le 30 août 1979, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

2) Maître Jean-Marie VERLAINE, Avocat à la Cour inscrit sur la liste I de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, né à Differdange, le 27 mai 1959, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, ici représenté par Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

3) Maître Jonathan BURGER, Avocat à la Cour inscrit sur la liste I de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, né à Thionville, le 7 septembre 1979, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, ici représenté par Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "MAGEROTTE AVOCATS", établie et ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 181423, (la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3257 du 20 décembre 2013;

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de la Société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate qu'en vertu de deux (2) cessions de parts sociales sous seing privé datées du 21 mars 2014, Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, prénommé, a cédé dix (10) parts sociales qu'il détenait dans la Société à Maître Jean-Marie VERLAINE, prénommé, et a cédé dix (10) parts sociales qu'il détenait dans la Société à Maître Jonathan BURGER, prénommé.

Ces cessions de parts sociales sont approuvées conformément à l'article 6 des statuts et Maître Pierre-Yves MAGEROTTE, préqualifié, en sa qualité de gérant, les considère comme dûment signifiées à la Société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre. Les cessionnaires susdits sont propriétaires des parts sociales leur cédées à partir de la date des cessions.

Ils ont droit aux bénéfices à partir de la même date et sont subrogés à partir de cette même date dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société en «LEXFIELD» et décide par conséquent de modifier l'article 2 des statuts de la société comme suit:

" **Art. 2.** La dénomination de la société sera «LEXFIELD»."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de neuf cents euros (EUR 900,-) et les associés s'y engagent personnellement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P-Y. MAGEROTTE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 avril 2014. LAC/2014/15444. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Référence de publication: 2014059377/58.

(140068188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.

i-Invest Kreissparkasse Syke, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de i-Invest Kreissparkasse Syke modifié au 15.07.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Fund Management S.A. / DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.

Signatures

Die Verwaltungsgesellschaft / Die Depotbank

Référence de publication: 2014088493/11.

(140105104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2014.

Pictet Funds (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 51.329.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 16 avril 2014 et a adopté les résolutions suivantes:

1. Reconduit les mandats d'administrateur de

a. Mr Rémy Best (62 Route des Acacias, 1227 Carouge)

b. Laurent Ramsey (60 route des Acacias, CH-1211 Genève 73)

c. Daniel Wanner (60 route des Acacias, CH-1211 Genève 73)

pour une période d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015;

2. Nomme PricewaterhouseCoopers Sàrl (400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg) à la fonction de Réviseur d'Entreprises Agréé, pour une période d'un an jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour Pictet Funds (Europe) SA

Référence de publication: 2014059474/17.

(140068243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2014.